

La dimension territoriale et politique des circuits courts alimentaires

17 novembre 2014

Dans le n°13 de la revue *Sciences Eaux & Territoires* de l'Irstea, un article est consacré à *La dimension territoriale et politique des circuits courts : représentations et enjeux dans le débat européen sur la politique agricole commune*. Depuis une vingtaine d'années, se multiplient les initiatives pour créer ou renouveler des circuits courts alimentaires, lesquels sont devenus des « maillons-clés des stratégies de valorisation territoriale ». Si de nombreux travaux de recherche ont été conduits sur les motivations des producteurs et consommateurs, et sur les conditions de la multiplication et de la pérennité de ces circuits, peu ont traité du rôle des pouvoirs publics (échelles locale, régionale, nationale et européenne) et des « présupposés politiques » guidant cette action publique. Cet article se propose donc d'aborder ces questions.

Une analyse de la diversité des formes et de la gouvernance des circuits courts en Europe est tout d'abord présentée. Basée sur un inventaire réalisé à la demande du Comité des régions en 2010, elle montre une « omniprésence de l'acteur public », à l'inverse de la situation des États-Unis où les circuits courts sont le plus souvent vus comme « des systèmes alternatifs à caractère marginal ou militant ». 110 initiatives ou familles d'initiatives ont été identifiées dans 23 États membres. Apparaissent quatre types d'organisation (des consommateurs qui deviennent producteurs, un partenariat durable entre agriculteurs et consommateurs, de la vente directe sur les marchés locaux ou à la ferme, de la vente *via* des commerces locaux) et deux grands objectifs : l'instauration de relations stables ou de débouchés occasionnels. Les auteurs détaillent ensuite la variété des acteurs, moteurs et initiateurs, s'impliquant sous diverses formes (intervention dans la filière alimentaire, création d'un environnement favorable, soutien à la généralisation et à la dissémination, financement). Ces initiatives se caractérisent également par une utilisation des financements européens spécifiques (aux titres de la coopération territoriale et du développement local en zone rurale, et dans le cadre du réseau européen des zones de pêche), ainsi que par « l'importance accordée à l'intervention publique et à la dimension territoriale ».

L'article s'attache ensuite aux représentations politiques sous-jacentes aux interventions publiques en faveur des circuits courts alimentaires. Deux modèles sont distingués : « l'un plus territorial » (dimension culturelle et paysagère), « l'autre plus alternatif et écologiste ». Trois représentations politiques-types sont identifiées (néolibérale, traditionnelle-ruraliste, alternative-écologiste), porteuses de visions différentes « de la place et du rôle des circuits courts alimentaires dans l'économie, la société et le développement du territoire ». Enfin, les débats européens sur la réforme de la PAC (programmation 2014-2020) et le « Paquet Qualité » sont abordés au regard de ces représentations politiques-types.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : [*Sciences Eaux & Territoires*](#)